

*l'Anti*capitaliste

n°736 | 9 janvier 2025 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE



PAS DE QUARTIER

POUR LES FACHOS

LE RACISME ET LE SEXISME

ZOOM

Politique. De quoi Elon Musk est-il le nom ?

Page 3

INTERNATIONAL

Mayotte. L'indispensable solidarité et la nécessaire politique anticoloniale

Page 4

ARGUMENTS

Quand les sardinières en grève faisaient vibrer Douarnenez

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Berivan Firat du Conseil démocratique kurde en France

Page 8

Édito

La bête immonde n'est pas morte!

Par LA RÉDACTION

Il est peut-être la seule personne de qui on ne dira pas qu'elle « a passé l'arme à gauche ». Ce serait nous faire offense. Même dans la mort, Jean-Marie Le Pen ne peut incarner autre chose que le racisme, le colonialisme, l'antisémitisme, l'homophobie et la misogynie. Il a résumé à lui seul l'extrême droite française pendant des décennies: des nostalgiques de l'OAS et de l'Algérie française jusqu'aux idéologues nazis et antisémites, en passant par le racisme et le machisme le plus ordinaire... et horripilant. Nos premières pensées vont à ses victimes directes, les AlgérienNEs tués et torturés pendant la guerre d'indépendance. Et à ses victimes indirectes, à toutes les personnes qui ont eu à subir le racisme, les discriminations, les injustices voire les injures et les coups. Et elles sont nombreuses, ses victimes, tant il a contribué à décomplexer le racisme, à venir le remettre sans cesse au cœur du débat politique... jusqu'à se hisser au second tour de l'élection présidentielle en 2002. Jean-Marie Le Pen mort, cela devait arriver un jour. En revanche, ses idées sont bien vivantes. Il n'est qu'à lire l'hommage d'Éric Ciotti pour se convaincre de son héritage empoisonné: « il a été un lanceur d'alerte précurseur sur l'immigration de masse et ses ravages ». Confirmé par Éric Zemmour. Aujourd'hui, sa fille, près de 15 ans après avoir pris les rênes du parti que Le Pen père avait fondé, est aux portes du pouvoir. Ce sont 89 députés du RN qui sont entrés à l'Assemblée nationale en 2022, et 130 en 2024. Et ils font la pluie et le beau temps de gouvernements qui hier chassaient les voix du FN et du RN, de Balladur à Sarkozy, et aujourd'hui votent les lois avec eux, de Borne à Barnier. Et, qui sait, demain Bayrou... Le nouveau Premier ministre voit d'ailleurs en Le Pen « une figure de la vie politique française » avant d'ajouter « On savait, en le combattant, quel combattant il était », quand l'Élysée se retranche derrière un communiqué en appelant au jugement de l'histoire. Notre jugement est fait. Marine Le Pen a fait mine de remiser l'antisémitisme de son père, qui en 1987 pour un clin d'œil à ses camarades négationnistes et nazis avait présenté les chambres à gaz comme « un point de détail de la Seconde Guerre mondiale », pour le remplacer par une nouvelle islamophobie, permettant par ce lifting de mettre le racisme au goût du jour. Elle a rendu le racisme acceptable pour la bourgeoisie et son personnel politique. Jean-Marie Le Pen est mort, mais la bête immonde est bien vivante. En 2025, résolument, pas de quartier pour les fachos! Une année sans extrême droite, ni racisme ni sexisme!

Bien dit

6 janvier, 16h49, les patrons du CAC40 ont déjà gagné la rémunération moyenne annuelle de leurs salariéEs.

OXFAM FRANCE qui, sur le modèle du think thank britannique Hugh Pay Centre, a calculé à partir de quel moment les dirigeants d'entreprise commencent à gagner plus que le montant moyen qu'unE de leurs employéEs empochera dans l'année. Bonne année!

À la Une

«NOUVEAU» GOUVERNEMENT Bayrou et sa bande organisée de vieux ministres

On ne s'attendait à rien avec le « nouveau » gouvernement Bayrou, mais quand même... Voir autant de plats défraîchis des précédents gouvernements finit par faire sens.

La série est ininterrompue de vieux politiciens et d'ancienNEs ministres usés par les affaires judiciaires et par les politiques antisociales brutales qu'ils ont imposées. Parmi les plus détestés, Elisabeth Borne, ex-Première ministre, spécialiste du 49.3, notamment pour faire passer la réforme des retraites; Retailleau, issu de l'extrême droite, qui s'est déjà clairement prononcé pour un durcissement de la répression contre les migrantEs, vient de s'illustrer par son islamophobie. Dans un entretien au *Parisien* du 6 janvier, il qualifie le foulard des mères qui accompagnent les sorties scolaires sur leur temps libre « d'étendard pour l'islamisme ». À vomir. Puis, Darmanin, accusé de viol, tristement célèbre pour ses propositions de lois liberticides et islamophobes, ou encore Valls (le « traître » toutes catégories confondues), Dati, Rebsamen...

Sous la pression des affaires

Un « nouveau » gouvernement aux vieilles pratiques corrompues dans lequel il est difficile de trouver un ministre qui n'a pas eu affaire à la justice, actuellement en procès ou sous enquête. La plupart du temps pour des détournements d'argent public ou pour des conflits d'intérêts, à l'image des affaires de Rebsamen à Dijon, de Bayrou et ses assistants parlementaires, de Dati poursuivie par le Parquet national financier pour « recel d'abus de pouvoir et d'abus de confiance », mais également Agnès Pannier-Runacher, Éric Lombard, Marc Ferraci, etc.

Sous la pression de l'extrême droite

Bayrou s'est illustré ces dernières années dans sa défense de l'extrême droite. Sa porosité à certaines de ses idées l'a conduit

à faire valoir la réhabilitation du RN dans le champ des partis dits « républicains ». Il avait notamment soutenu Marine Le Pen contre les réquisitions du parquet et expliquait que l'application de la peine d'inéligibilité provisoire « serait un problème ». Y voir un lien avec ses démêlés judiciaires actuels serait fortuit... Macron a une nouvelle fois nommé un Premier ministre compatible avec les volontés et les intérêts du RN. Un « nouveau » gouvernement aux vieilles idées rances où la quasi-intégralité des ministres se sont illustrés contre les droits des LGBTI: soit en se positionnant

contre l'interdiction des thérapies de conversion ou l'inscription de l'IVG dans la Constitution comme Retailleau, soit en étant des figures de la Manif pour tous comme Catherine Vautrin, soit en soutenant ouvertement les politiques transphobes, comme Aurore Bergé ou Astrid Panosyan-Bouvet, ou en s'opposant aux lois interdisant la torture sur les personnes LGBTI, comme Rachida Dati...

Un gouvernement de combat

Sans surprise, ce gouvernement est « en même temps » de droite et de droite. Il est clair qu'il n'y a rien à en attendre, sinon de nou-

velles attaques contre les services publics, la protection sociale, les droits des migrantEs, les droits des femmes et des LGBTI. Et cela d'autant plus qu'il ne peut espérer faire passer une réforme sans l'appui du RN, donc sur le terrain raciste et ultralibéral.

Pour 2025, construire le mouvement social, changer le monde!

Jean-Marie Le Pen est mort, mais pas ses idées. Face au danger de l'extrême droite, aux attaques à venir du gouvernement Bayrou, nous devons construire l'unité de notre camp social, pour redonner espoir, reprendre la main pour imposer d'autres choix: pour les services publics, pour nos retraites et l'assurance chômage, pour reprendre les profits indécents qui ont explosé ces dernières années, pour ouvrir les frontières, accueillir toutes les migrantEs chassées par les guerres et la misère, pour les droits des femmes et des personnes LGBTI...

C'est d'autant plus urgent qu'une vague de plusieurs centaines de milliers de suppressions d'emplois est en cours, que les guerres s'étendent à travers le monde en Palestine, en Ukraine, sur le continent africain, que le dérèglement climatique provoque des catastrophes humanitaires touchant en premier lieu les plus pauvres comme à Mayotte. Il y a urgence à changer le monde: souhaitons-nous une année 2025 pleine de luttes, de mobilisations, de solidarité, et de victoires sociales et politiques contre Macron, son gouvernement, les riches et le patronat qu'ils servent!

Manon Boltansky

MAYOTTE LA MÉTHODE BAYROU



Acturama



UN 1^{er} JANVIER SOUS LE SIGNE DU SOUTIEN AUX PALESTINIEN-NE-S À Istanbul, le 1^{er} janvier 2025, c'était le moment de « réveiller le monde », comme le voulaient les organisateurs. Plusieurs milliers de personnes ont répondu à l'appel aux premières heures du matin formant sur le point de Galata une chaîne de solidarité. Un signe d'espoir pour toutes celles et ceux qui luttent contre le colonialisme.

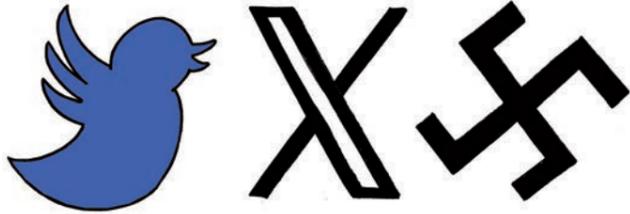
POLITIQUE De quoi Elon Musk est-il le nom ?

À la tête de plusieurs entreprises telles que Tesla, SpaceX ou encore X, il développe une stratégie politique d'influence et d'alliances de plus en plus réactionnaires. Avec un investissement de 100 millions de dollars, le plurimilliardaire Musk est l'un des plus gros donateurs de la campagne de Trump. Ce soutien trouve une récompense politique immédiate dans sa nomination au nouveau ministère DOGE (Department of Government Efficiency), expressément créé pour Musk avec un clin d'œil à la cryptomonnaie Dogecoin, ce qui fait pressentir les politiques à la « tronçonneuse » qu'il pourra mener. Son idéologie mêle pensée libertarienne et répertoires identitaires, LGBTIphobes et virilistes, associés à une haine décomplexée du « wokisme ».

Échec du néolibéralisme et avancée des droites extrêmes
Selon Romaric Godin, l'échec des politiques néolibérales menées depuis les années 1980 pourrait ouvrir la voie à une alternative libertarienne, dont le laboratoire pourrait se situer en Amérique latine¹. Divisée en plusieurs courants, l'option libertarienne promeut une généralisation de la logique du marché sur tous les aspects du vivre-ensemble et mène une lutte incessante contre l'État censé disparaître (dans les courants anarcho-capitalistes) ou être réduit aux seules fonctions régaliennes.

Après avoir soutenu la campagne de Donald Trump, l'entrepreneur aux idées libertariennes et techno-solutionnistes Elon Musk continue de multiplier les ingérences sur la sphère politique internationale en appuyant les courants de l'extrême droite européenne.

MUSK EN RÉSUMÉ VITE FAIT



CHARMAG

Jeu d'alliances avec l'extrême droite européenne

L'option libertarienne de Musk et Milei pourrait donc apparaître comme une solution pour relancer l'accumulation du capital dans l'actuel contexte de crise. Le 29 décembre, l'homme d'affaires d'origine sud-africaine a signé dans le journal conservateur *Welt am Sonntag* une tribune en faveur du parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD) où il explique que l'Allemagne est « au bord de l'effondrement économique et culturel » et que l'AfD est le seul à pouvoir la sauver. Son soutien au parti d'extrême droite Reform UK de Nigel Farage est aussi une source d'inquiétude pour les conservateurs. En décembre 2023, invité à la fête Atreju de Fratelli d'Italia, le parti de Giorgia Meloni, Musk, accompagné de ses onze enfants, avait mis en garde l'Italie sur les dan-

gers du « grand remplacement » et conseillé de « faire plus d'Italiens pour sauver la culture italienne ».

L'arme du réseau social X

Le grand danger d'Elon Musk est constitué par sa capacité à utiliser sa puissance économique pour biaiser le jeu démocratique. Après un passage par Paypal où il fait fortune, il se tourne vers trois domaines stratégiques alliant nouvelles technologies et industrie lourde — Tesla (véhicules électriques), Neuralink (neuro-technologies) et SpaceX (aérospatial) — avant de se lancer sur Twitter. Le point commun de ces projets : la logique de surveillance assurée par les activités d'extraction et de traitement des données liées à l'expérience humaine. Selon certains observateurs, Twitter a bien plus des enjeux politiques qu'économiques. Depuis son achat, les polémiques se sont multipliées, et le débat sur X est de

plus en plus brutal. Si les militants d'extrême droite rejoignent la plateforme, certains utilisateurs progressistes partent vers Threads, Mastodon ou Bluesky³. Définis en tant que « boîtes noires », les algorithmes des réseaux socio-numériques amplifient certaines voix (Elon Musk a un statut de superutilisateur) tout en invisibilisant d'autres. Ils segmentent et enferment les utilisateurs dans des contenus prescrits et personnalisés qui affaiblissent le débat public et fragilisent la notion de « commun ». X est ainsi devenu un moyen essentiel pour la fachosphère. Outre le danger que représentent l'avancée de son idéologie et les activités de surveillance des populations et du débat public, la stratégie de Musk pourrait renforcer le pouvoir et l'influence géopolitique exercée par une poignée d'entreprises capitalistes monopolistiques.

Hélène Marra

1 — <https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/261224/les-libertariens-musk-et-milei-veulent-dominer-le-debat-economique>
2 — <https://www.iris-france.org/190391-elon-musk-a-la-maison-blanche-entre-ideologie-et-gouvernance-quel-avenir-pour-la-politique-etats-unienne/>
3 — <https://www.alternatives-economiques.fr/x-extreme-quelon-musk-a-de-twitter/00112725>

PALESTINE Un nouvel an de génocide

Il est difficile de ne pas penser à ce qu'ont dû endurer les GazaouiEs lors de la « trêve » de Noël : sous les bombardements, la course à la nourriture et aux soins, et un hiver pluvieux qui rend la vie en tentes encore plus terrible.

Plusieurs nouveau-nés sont morts d'hypothermie dans ces camps autour du Nouvel An. Pourtant l'armée israélienne continue de bombarder et d'éliminer petit à petit toute présence palestinienne notamment dans le nord de la bande de Gaza. Ainsi au 6^e jour de 2025, Israël a déjà tué plus de 265 Palestiniens.

Ni nourriture, ni soins, ni témoignages
Il y a plus d'un an, Israël se défendait de viser des hôpitaux. Le fait que les structures de santé sont systématiquement prises pour cibles et rendues non opérationnelles est devenu d'une banalité déconcertante. L'hôpital Al-Aqsa a été vidé de son personnel. L'image du Dr Abu Safyia marchant en blouse blanche dans une rue pleine de débris vers un tank a fait le tour du monde. Une campagne de soutien a lieu pour demander sa libération immédiate. Comme plusieurs médecins de Gaza, il a été pris pour cible : accusé d'être un « terroriste du Hamas » sans aucune preuve. Plusieurs médecins ayant refusé de laisser leurs patientEs mourir ont été pris pour cible — soit par des bombardements directs soit par leur arrestation. Nous sommes sans nouvelles de plusieurs d'entre eux. Certains sont morts sous la torture, les mauvais traitements et le refus de soin. Comme pour les médecins, nous atteignons 204 journalistes tués à Gaza depuis le début



CHARMAG

du génocide. Empêcher les soins, ne pas laisser de témoins et détruire toutes les infrastructures nécessaires à la vie : Israël mène bien une guerre génocidaire malgré toutes les dénégations des commentateurs en France.

Qui défend le droit international ?

À ce titre, certains pays prennent au sérieux le droit international : Netanyahu ne sera pas présent aux commémorations des 80 ans de la libération d'Auschwitz sous peine d'arrestation. De la même manière, un soldat israélien passant ses vacances au Brésil a dû fuir vers l'Argentine sous le coup d'un mandat d'arrêt. En France, où un grand nombre de soldats viennent pourtant passer des vacances, les poursuites sont classées sans suite. Ainsi Israël a publié un guide interne pour que ses soldats puissent échapper aux poursuites pour crimes de guerre. Israël leur conseille de ne pas poster leurs crimes sur les réseaux sociaux ou de consulter des spécialistes en droit international avant de voyager.

Il ne s'agit que de maigres victoires car la fin du génocide ne semble pas être pour maintenant. Les accords de cessez-le-feu sont torpillés régulièrement par Netanyahu, lequel a plusieurs fois indiqué que la libération des otages n'était pas la priorité.

L'impunité organisée d'Israël

Avant de laisser la place à Trump, Biden a fait passer plus de 8 milliards de dollars de vente d'armes à Israël. Cela montre que la politique étrangère des États-Unis est très peu dépendante de qui est président et que l'administration Biden a amplement organisé, armé, soutenu cette politique génocidaire. Notamment au Liban, où le cessez-le-feu n'a de réalité que le nom puisque Israël se permet de bombarder régulièrement et de continuer à occuper certains territoires. Le vieux rêve sioniste d'occuper indéfiniment le Liban au sud de la rivière Litani (la ligne bleue) est à portée. De même qu'en Syrie, Israël bombarde régulièrement des infrastructures notamment militaires après avoir annexé une fraction du territoire — en violation des accords de 1974 qui avaient gelé la frontière sur le plateau du Golan (toujours illégalement occupé par ailleurs). Avec des bombardements fin décembre au Yémen, Israël intervient partout, confiant dans son impunité. Les expulsions continuent à Jérusalem-Est, et l'État colonial peut compter sur l'Autorité palestinienne (AP) pour faire le sale boulot. L'AP a tué un journaliste qui couvrait les affrontements entre sa police et les groupes armés. Dans les pas d'Israël, l'AP vient également d'interdire la chaîne d'information Al Jazeera. Ce début d'année n'offre pour l'instant que peu de perspectives, si ce n'est de continuer la mobilisation et continuer de parler de Gaza. **Édouard Soulier**

No comment

La situation de Mayotte est exceptionnelle. Il ne faut pas discuter le problème du droit du sol idéologiquement. Si on discute des problèmes de Mayotte, je suis tout à fait d'accord qu'il faut freiner et rendre impossible cette immigration, qui est là, vraiment, un grand bouleversement, un grand remplacement de la population.

DANIEL COHN-BENDIT, le 5 janvier sur LCI... ou le naufrage de la pensée.

Agenda

Samedi 11 janvier, «Alliance des tours et des bourgs, chiche?», Pantin (93). À 14h à la Dynamo, 9, rue Gabrielle-Josserand à Pantin.

Samedi 11 janvier, manifestation contre le racisme et colonialisme: «Pas de statue pour Bigeard!», Toul (54). À 14h à la gare de Toul.

Vendredi 17 janvier, 1975-2025. 50 ans de la loi sur l'avortement, Paris. À 20h, auditorium de la MGEN, 3, square Max-Hymans 75015 Paris.

17/18 janvier, Week-end de soutien aux ex-salariés de GM&S, La Souterraine (23).

Vendredi à 20h30: ciné-débat autour du documentaire de Bernie Bonvoisin *Bêtes à bénéfices* au cinéma l'Eden. Samedi à partir de 15h au Centre culturel Yves-Furet, après-midi tables rondes/expos/concerts suivie à 20h des concerts de Gauvain Sers et Didier Wampas & Psycho Attack (entrée libre l'après-midi, 20 € à partir de 20h).

Samedi 18 janvier, fête du NPA, débats et meeting avec Christine Poupin, Louviers (27). À partir de 14h, salle des colonnes à Louviers (cour de la Mairie). 14h15: débat *Aux origines de la crise écologique. Comment en sortir?* 16h30: débat *Comprendre les conflits en Kanaky, en Palestine, en Martinique.* 18h15: meeting avec Christine Poupin, porte-parole nationale du NPA. 19h: apéro

Samedi 25 janvier, Persister face à l'extrême droite. Perspectives féministes, Montreuil (93). De 13h à 22h, à la Parole Errante, 9 rue François Debergue. Métro: Croix de Chavaux.

Projections du film documentaire Rouge, la couleur qui annonce le journal:

Lundi 20 janvier, en présence d'Edwy Plenel, Lyon. À 19h au cinéma Duchère, 308, avenue Andreï Sakharov, Bus C6, C14, 21, 66 et 89, arrêts Duchère Piscine ou Duchère Balmont. Réservations: cineduchere@orange.fr

Vendredi 31 janvier, en présence d'Olivier Besancenot, Carmaux (81). À 19h au Ciné Clap, 3, avenue Jean-Jaurès.

Jeudi 20 février, Bressols (82). À 19h au cinéma La Muse, Route de Lavaur à Bressols.

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
L'Anticapitaliste.org

L'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et de
communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

**Directrice
de publication :**
Penelope Duggan

**Secrétaire
de rédaction :**
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

AFRIQUE Soudan, vers une paix pour les seigneurs de guerre ?

La médiation de la Turquie dans le conflit soudanais pourrait aider à la paix mais marginaliserait les forces révolutionnaires.

Voilà plus de vingt mois que la guerre au Soudan fait rage entre les Sudanese Armed Forces (SAF) conduites par Burhan, et les Rapid Support Forces (RSF) dirigées par Hemedti avec des dizaines de milliers de morts et six millions de personnes déplacées. L'entremise turque permettrait une solution au conflit.



DR

Une offre turque...

À la différence des efforts diplomatiques menés par les États-Unis en lien avec l'Arabie saoudite, la médiation turque s'adresse à Burhan et aux États arabes unis (EAU) qui soutiennent fortement et depuis le début, même s'ils s'en défendent, les RSF. Il s'agirait donc d'une négociation entre deux entités gouvernementales. Le principe a été accepté par Burhan qui voit ainsi sa légitimité reconnue. Quant aux EAU, ils ont déclaré : « Les Émirats arabes unis sont pleinement prêts à coopérer et à coordonner les efforts turcs et toutes les initiatives diplomatiques pour mettre fin au conflit au Soudan ». Une formule ouverte qui prend soin cependant de ne pas les faire apparaître comme une force belligérante.

...pas forcément désintéressée

La Turquie devient un acteur important sur la scène diplomatique. Elle est apparue comme une force décisive dans la chute du régime de Bachar al-Assad en Syrie et s'est illustrée par un accord diplomatique réglant le différend entre la Somalie et l'Éthiopie au sujet du Somaliland. De plus, Recep Erdogan, lors de la révolution soudanaise, a accueilli les dirigeants islamistes de l'ancien régime d'Omar el-Bashir qui ont fait un retour en force aux côtés des SAF contre les RSF. Le dirigeant turc s'accommodant parfaitement avec le principe de l'islamisme politique. Outre lui donner une stature sur la scène internationale, conduire la médiation de paix est aussi une manière pour le pouvoir ottoman de se positionner comme un acteur économique majeur pour la reconstruction future du pays.

Marginaliser des forces révolutionnaires

L'offre turque est rendue possible par le discrédit grandissant des RSF qui, lors de leurs conquêtes territoriales, procèdent à un nettoyage ethnique avec une férocité inouïe rappelant les massacres qui eurent lieu au Darfour au début des années 2000. Devant une telle violence contre les populations, les groupes armés qui avaient au début du conflit observé une stricte neutralité ont pour la plupart rejoint les SAF. Dernier élément en date, la défection de Salah Jok, haut commandant de l'Armée de libération du Soudan (SLM/A) dirigée par Abdelwahid al-Nur, rejoignant avec une partie des troupes les SAF.

Si la médiation turque est plutôt un facteur positif pour Burhan, elle aura à coup sûr des effets néfastes pour les forces révolutionnaires du Soudan qui restent les seules capables d'apporter une aide humanitaire aux populations dans les zones de conflit. Les arrangements diplomatiques entre États risquent de se faire au détriment des droits sociaux et démocratiques des populations en remettant en selle les hommes de l'ancien pouvoir honni.

Paul Martial

ÉTATS-UNIS Nouvelle année, nouveau (ancien) président, nouvelle ère ?

Trump est en mesure de faire une grande partie de ce qu'il veut, car il contrôle non seulement la présidence, mais aussi les majorités républicaines au Sénat et à la Chambre des représentants, ainsi qu'une Cour suprême bienveillante. Avec un cabinet et des conseillers milliardaires, avec ses manières dictatoriales et un énorme soutien populaire, nous semblons nous diriger vers une ploutocratie autoritaire, et certains craignent qu'il ne s'agisse d'une forme de fascisme.

Réduction des budgets sociaux

La puissance économique et militaire des États-Unis signifie que Trump pourrait non seulement refaire l'Amérique, mais aussi transformer le monde. Sur le plan intérieur, Trump promet de maintenir les réductions d'impôt sur les sociétés qu'il a mises en œuvre avec le Congrès en 2017. Malgré ces réductions, il a promis de protéger les programmes de protection sociale les plus importants des États-Unis, à savoir la sécurité sociale, Medicare et Medicaid. De nombreux Républicains veulent toutefois réduire ces programmes de manière drastique. Trump veut transformer le ministère de la Justice, dont l'indépendance et l'impartialité sont déjà théoriques, en une arme contre ceux qu'il qualifie d'« ennemi intérieur ».

On peut s'attendre à ce que le Congrès réduise les programmes de logement et d'éducation. Et si le Sénat le confirme, le responsable du ministère de la Santé et

des services sociaux sera Robert F. Kennedy, qui affirme qu'« il n'y a pas de vaccin sûr », ce qui pourrait nuire à la santé publique. L'IA (intelligence artificielle) a déjà commencé à transformer toutes les formes de travail, les systèmes économiques, la surveillance et le renseignement, mais Trump n'a pas de programme clair pour faire face à ces nouveaux développements.

Trump va défaire le « New Deal vert », tel qu'il était incarné dans une certaine mesure par la « loi sur la réduction de l'inflation » du président Joe Biden et surtout, comme le suggère son slogan « Drill, baby, drill » (« fore, bébé, fore ») encourager l'expansion de la production de pétrole, aggravant ainsi la crise climatique mondiale.

Trump va défaire le « New Deal vert », tel qu'il était incarné dans une certaine mesure par la « loi sur la réduction de l'inflation » du président Joe Biden et surtout, comme le suggère son slogan « Drill, baby, drill » (« fore, bébé, fore ») encourager l'expansion de la production de pétrole, aggravant ainsi la crise climatique mondiale.

Compétition internationale et conflit militaire

Sur le plan de la politique internationale, Trump — comme Joe Biden — envisage une compétition avec la Chine pour l'hégémonie mondiale, une compétition fondamentalement économique, mais avec des tensions croissantes qui laissent présager un conflit militaire sur la mer de Chine méridionale ou sur Taïwan. Trump a choisi le sénateur Marco Rubio, un fervent critique et opposant de la Chine, comme secrétaire d'État. Il a promis d'imposer d'énormes



DR

droits de douane sur les importations de produits chinois et n'est pas opposé à une guerre commerciale, même si celle-ci risque de perturber le système économique mondial.

Trump a promis de mettre fin à la guerre de la Russie contre l'Ukraine. Il a déclaré qu'il réduirait l'aide à l'Ukraine, ce qui pourrait obliger l'Ukraine à signer un traité dans lequel elle devrait céder environ 20 % de son territoire — une victoire pour le président russe Vladimir Poutine. Trump appelle également à mettre fin à la guerre entre Israël et Gaza « par tous les moyens possibles », bien qu'il soit en fait un fervent partisan de Netanyahu, à qui il a dit en octobre : « Faites ce que vous avez à faire » pour mettre fin à la guerre. Trump soutiendra les

guerres d'Israël et ses acquisitions de territoires en Cisjordanie, au Liban et en Syrie, et appuiera ses attaques contre le Yémen et même l'Iran.

De l'ère de la mondialisation néolibérale à aujourd'hui

Tout comme les États-providence keynésiens de l'après-guerre ont été transformés par Ronald Reagan et Margaret Thatcher alors que nous entrons dans l'ère de la mondialisation néolibérale, cette ère s'achève elle aussi, même si la direction que prend le monde reste floue. Allons-nous vers la barbarie fasciste ou y a-t-il encore de l'espoir pour la démocratie et le socialisme ? Dans une telle période de transformation, les mouvements d'opposition peuvent se développer rapidement et des changements progressifs, voire révolutionnaires, sont possibles. Le renversement de Bachar el-Assad en Syrie et la destitution du président sud-coréen Yoon Suk Yeol montrent à quelle vitesse les choses peuvent changer. Aux États-Unis, nous pouvons nous attendre à des changements rapides sous Trump, entraînant la résistance des syndicats et des mouvements sociaux, et nous devons travailler à orienter ces résistances dans le sens de la démocratie, de la justice et du socialisme.

Dan La Botz

MAYOTTE L'indispensable solidarité et la nécessaire politique anticoloniale

Le cyclone Chido a ravagé Mayotte le 14 décembre 2024. Cette île de l'archipel des Comores a été érigée en 101^e département français le 31 mars 2001.

Ce qui frappe en premier lieu c'est la misère de Mayotte. Son extrême vulnérabilité qui en a fait un champ de ruines après le passage de Chido. Voilà un département français dont les chiffres officiels fournis par l'Insee sont éloquentes en eux-mêmes : 77 % sous le seuil de pauvreté, 66 % de la population vit dans des bidonvilles, 37 % de taux de chômage, 42 % avec un revenu mensuel inférieur à 160 euros. Voici la situation réservée à Mayotte par l'État français. Une situation qui a empiré au fil des opérations racistes comme Wuambushu.

Une gestion coloniale de la catastrophe

Mayotte frappée, c'est la France qui est touchée, entonne le gouvernement français. Branle-bas de combat, campagne médiatique de grande ampleur, défilé à Mayotte des ministres et du chef de l'État. C'est aussi le spectacle ubuesque de la France, au chevet de son département dans la détresse. Ce n'est pas le gouvernement Bayrou qui en modifiera la donne avec le mépris qu'il a affiché lors de son passage. Ni Marine Le

Pen qui se ridiculise avec sa démagogie insipide sur la francité de Mayotte, un îlot français musulman à 10 000 km de Paris. Ce qui est révoltant, c'est cette « solidarité nationale » fortement marquée par le traitement colonial de « l'outre-mer ». On doit y ajouter la politique consistant à briser l'unité de l'archipel des Comores pour « ancrer Mayotte » dans la République française. À l'encontre des intérêts immédiats de la population qui a surtout besoin d'aide. Sa priorité, c'est d'empêcher la solidarité comorienne afin de couper le cordon ombilical qui lie les îles de l'Archipel. Pensez-donc ! Mayotte n'est plus présentée comme une des îles des Comores, mais comme un archipel en tant que tel, dans l'objectif perfide de la sortir de son ensemble naturel. La géographie obéirait donc aux desideratas des dirigeants français.

Solidarité et reconstruction au sein des Comores

Face à la catastrophe, la solidarité doit jouer pleinement comme à l'habitude. Malheureusement ce n'est pas ce qui anime le gouvernement. Face au problème vital de l'eau qui se posait en lendemain de Chido, l'État a fait barrage à Anjouan préférant transiter par La Réunion, à plus de 1 500 km. Pire encore, Retailleau et consorts brandissent leur arme magique : l'immigration illégale comme si elle était responsable de la calamité

naturelle et devrait donc être la boussole de la reconstruction.

Il n'en reste pas moins que la solidarité des ComorienNES joue à plein, aux Comores comme dans la diaspora en France. Ils utilisent même les frêles embarcations désignées « kwassa kwassa » pour ravitailler Mayotte en eau et autres produits de première nécessité tandis qu'en France, ils se sont dotés de cagnottes dédiées telle que « SOS Chido ». C'est une cagnotte importante, car avec près de 400 000 ComorienNES vivant en France, principalement à Marseille, Paris et Lyon, cette campagne de solidarité est possible.

Enfin, en cette 50^e année de l'indépendance des Comores, nous devons faire en sorte que Mayotte ne reste pas isolée, et certainement pas du reste des Comores !

Toute reconstruction de Mayotte qui ne l'insère pas dans son environnement naturel sera inévitablement vouée à l'échec, et c'est pourtant la voie suivie par Macron et ses gouvernements éphémères.

Idriss Mohamed et Valentin Pantin

À lire sur le site



Gaza : Nous ouvrirons nos bras aux enfants sans parents, aux parents sans enfants, par Marie Schwab

QUAND LES SARDINIÈRES EN GRÈVE FAISAIENT VIBRER DOUARNENEZ



CHARMAG

Douarnenez, 4 janvier 2025: une belle manif de femmes! Il y a cent ans tout juste, les Penn Sardin, grévistes depuis plusieurs semaines, obtiennent satisfaction! Si le récit de leur lutte peine à échapper à une vision romanesque, leur expérience n'a pas besoin d'être enjolivée pour être une «belle grève de femmes». Les enseignements pour nos luttes actuelles sont au cœur de la marche féministe du 4 janvier et de la conférence qui a suivi, largement consacrée à l'expérience d'une sardinière syndicaliste.

Pemp real a vo! 25 sous on aura!

Le vendredi 21 novembre 1924, le travail cesse à l'usine Carnaud. La grève se répand très vite, et dès le 25 toutes les sardinières de Douarnenez sont à l'arrêt! Un seul cri retentit dans la ville: «Pemp real a vo!» (Cinq réaux¹ ce sera!). Jusqu'au 6 janvier 1925, date de la victoire sans appel des sardinières, on entendra résonner le bruit de leurs sabots, de leurs chants, parcourant les rues lors de leurs manifestations quotidiennes: l'Internationale bien entendu mais aussi *Saluez riches heureux*, un chant ouvrier très populaire.

Une belle grève de femmes

Tous les ingrédients d'une explosion sont réunis: le travail des femmes, sans horaires, sans limites à leur exploitation, tant qu'il y a du poisson, et le poisson il arrive avec la marée, il faut travailler! Travailler, ça consiste à éviscérer les sardines, dans le froid humide de la pointe bretonne, les pieds sur la terre battue.

Tant qu'il y a du poisson, et le poisson il arrive avec la marée, il faut travailler!

Tout ça pour 80 centimes! Le travail des enfants, aussi, autorisé à partir de 12 ans, mais qui commence en réalité beaucoup plus tôt, et les enfants de dix ans sont cachés lors des — rares — contrôles. Le comité de grève, composé pour moitié de femmes grévistes. Le soutien sans faille des marins pêcheurs, souvent eux-mêmes mari, père, frère, de sardinières! L'engagement du maire, Daniel Le Flanchec, et de sa municipalité, communiste. Le concours massif du PCF et de la CGT-U, qui envoient sur place Marcel Cachin, Charles Tillon, et surtout Lucie Colliard. C'est elle qui parle d'une «belle grève de femmes»²! Sans oublier les patrons mafieux, prêts à tout, engageant des hommes de main pour briser la grève, dont les exactions — pistolet en main, manquant de peu de tuer le maire et son neveu — précipitent le dénouement en faveur des grévistes!

Et une victoire!

Les sardinières obtiennent un franc! 1 franc pour les femmes et 1 franc 50 pour les hommes, majoré de 50% au-delà de 10 heures consécutives et en cas de travail de nuit. Elles ne sont pas inquiétées pour faits de grève. Dans l'année qui suit, l'accord de Douarnenez est généralisé à presque toutes les conserveries de Bretagne, non sans luttes. Parmi les conséquences politiques de la grève, l'élection de Joséphine Pencalet, sardinière gréviste, sur la liste PCF aux municipales de 1925³.

1 – Soit 1,25 franc.

2 – C'est d'abord le titre d'une brochure éditée par Lucie Colliard, puis d'un petit livre chez Libertia et chroniqué dans nos colonnes. <https://lanticapitaliste.org/opinions/culture/une-belle-grève-de-femmes-danne-crignon>

3 – <https://npa-lanticapitaliste.org/opinions/culture/lelection-interdite-de-fanny-bugnon>

ENTRETIEN «La grève des Penn Sardin était un événement marquant qui méritait d'être célébré»

À l'occasion de la manifestation de Douarnenez du 4 janvier 2025, l'Anticapitaliste a rencontré **Monique Prévost**, militante de longue date, notamment au Planning familial, qui a été à l'initiative de la manifestation.

Le Planning familial et la manifestation du 4 janvier, comment les deux s'articulent?

Il y a quinze ans, j'ai participé à la création du Planning familial à Douarnenez... Avant cela, de 2001 à 2008, j'ai été maire de la ville. À la suite des déclarations clivantes de la maire actuelle, j'ai fait partie des quelques personnes qui ont considéré que la grève des Penn Sardin était un événement marquant qui méritait d'être célébré, pour faire connaître cet épisode, pour en faire un socle commun en lien avec notre territoire. Le Planning familial a commencé avec un quizz sur la grève et l'évolution des droits des femmes en un siècle.

Comment vous êtes-vous organisés?

Nous avons commencé avec deux personnes et Emglev bro Douarnenez, à l'origine d'un parcours touristique et culturel imaginé par l'association, qui valorise la langue et la culture bretonnes, avec l'illustratrice Marianne Larvol et en partenariat avec l'Office de tourisme. De grands collages, de trois mètres sur deux, dispersés dans toute la ville évoquent l'histoire de la grève et les grévistes. Nous avons alors appelé à une réunion publique et, devant l'engouement suscité, nous avons créé le collectif «Pemp real a vo»! qui a ensuite organisé différents événements pour célébrer les cent ans de la grève. Nous avons opté pour le cadre d'un collectif que nous avons balisé par la signature d'une



Lors de la manifestation du 4 janvier à Douarnenez. DR

Nous avons mis en place une conférence hebdomadaire pendant sept semaines, durée de la grève des sardinières, le défilé de la foule chantante, et la manifestation féministe du 4 janvier

charte permettant à celles et ceux qui le souhaitent de s'engager sur leurs propres projets dans le respect des autres partenaires. Ainsi, nous avons mis en place, entre autres, une conférence hebdomadaire pendant sept semaines, durée de la grève des sardinières, le défilé de la foule chantante¹, et la manifestation féministe du 4 janvier.

Célébration, inspiration, exemplarité...

On a analysé les raisons du succès de la grève, des leçons applicables actuellement. Ce qui a été fait, on y croit, si on se met ensemble, on peut le faire! Des liens ont aussi été établis, notamment lors d'une conférence, avec une expérience bolivienne de lutte des femmes de mineurs en grève dans les années 1970: elles ont commencé à 4 une grève de la faim en soutien à leurs maris grévistes et ont grossi les rangs jusqu'à être un millier, et la dictature a cédé... La lutte des Penn Sardin donne de la confiance: elles ont pu, il n'y a pas de raison qu'on n'y arrive pas! Parmi les choses qui ont permis leur succès: les grévistes ont été soutenues à un très haut niveau

par la CGT-U, le maire, le PCF; le soutien des marins pêcheurs a été déterminant, qui ne sont sortis en mer que pour répondre aux besoins de la population; l'organisation de soupes populaires, et le lien avec les paysans qui ont apporté de la nourriture.

Et aujourd'hui?

Il y a toujours des sardinières, dans des usines hors de la ville. Elles ont d'ailleurs fait grève au mois de mars! Les sections syndicales ont été un peu en sommeil, si bien qu'on a eu des difficultés à établir un partage avec elles lors des conférences, mais la CGT s'est remobilisée chez Chancerelle et des syndicalistes participeront à la dernière conférence du cycle, le 11 janvier. Certaines ont participé à la Foule chantante, et la déléguée CGT de l'union locale a pris la parole avant la marche féministe du samedi 4. On compte aussi sur la table ronde du 4 janvier, avec Tiphaine Guéret, autrice du livre *Écoutez gronder leur colère!*², construit sur des témoignages sur les conditions de travail actuelles chez Chancerelle, et de Liza Le Tonquer qui y a tourné un documentaire,

en présence de Marine Gonidec, dont le mémoire de sociologie porte sur les conditions de travail en interim³.

À suivre?

On a réussi le pari d'une certaine unité: nous sommes principalement des gens de gauche, mais nous avons associé des commerçants, l'Office de tourisme. La mairie, de droite, a dû prendre le train en marche. En avril, nous allons célébrer l'élection de Joséphine Pencalet, première femme élue dans un conseil municipal, plus tard lâchée par le PCF. Il est probable que notre démarche aura une répercussion politique, 2026 n'est pas loin, mais la charte qui nous réunit ne permet pas que certains se mettent en avant, cette répercussion n'a donc pas lieu dans le cadre du collectif... Au niveau social, c'est contrasté: la fermeture de Saupiquet s'est faite sans le moindre mouvement, mais les sardinières ont débrayé en mars, et tout le monde se dit qu'un appel syndical dans les conserveries actuelles serait suivi d'effet.

1 – Le 23 novembre, plusieurs centaines de personnes ont défilé dans les rues de Douarnenez en chantant.

2 – Voir chronique en page 7 (ou sur le site).

3 – La conférence a effectivement donné lieu au témoignage passionnant de Patricia, une syndicaliste de Chancerelle, devant 300 personnes attentives...



DR

SANTÉ Un mois sans alcool avec le Dry January

En 2024, 5,1 millions de personnes avaient participé au Dry January, ou Défi de janvier en version française, dont un tiers des jeunes entre 18 et 24 ans.

Cette année, 60% des personnes interrogées souhaiteraient essayer le mois sans alcool, selon un sondage BVA. Un succès qui ne se dément pas, malgré la farouche opposition du lobby de l'alcool et de ses relais politiques.

Un gouvernement dans la main du lobby de l'alcool

La composition pro-alcool du gouvernement Bayrou pourrait prêter à sourire si le sujet n'était pas aussi sérieux. Dans l'ordre d'apparition, Catherine Vautrin ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles, qui a dû précipitamment changer l'année dernière sa bannière Facebook qui faisait la promotion du vin de Champagne; Yannick Neuder, nouveau ministre de la Santé, médecin, qui s'est opposé comme rapporteur du budget de la Sécu à l'augmentation des taxes sur l'alcool, auteur de cette envolée: «*Je ne crois pas que les jeunes s'alcoolisent avec du châteauneuf-du-pape, [...] soutenons nos viticulteurs!*» Nathalie Delattre, ministre chargée du Tourisme, jusqu'à il y a peu vice-présidente de l'Anev (Association nationale des élus de la vigne et du vin), a déclaré «*depuis que je suis ministre, je n'ai pas changé. Je continue fièrement à porter les couleurs de la viticulture, [...] à porter haut et fort le fait que je suis contre le "Dry January"*».

Les profits contre la santé publique

Au-delà des phrases polémique, il s'agit pour les lobbies de l'alcool d'éviter toute augmentation des taxes sur l'alcool dans le cadre du PLFSS (projet de loi de financement de la Sécurité sociale) afin de préserver leurs profits. En France, l'alcool représente 700 000 emplois directs et indirects et un chiffre d'affaires proche de 40 milliards d'euros.

Ces lobbies, viticoles, brassicoles, industriels, sont très actifs au Parlement et trouvent de nombreux relais, y compris à gauche. Ainsi le député LFI du Nord Ugo Bernalicis qui s'est opposé à l'augmentation des taxes sur les bières fortes... au nom de la défense des brasseries artisanales. Les divers groupes d'études «*Vigne, vin et œnologie*» ou «*Vigne et vin*», dont sont exclues les associations intervenant en addictologie et les professionnelles de santé, relaient à l'Assemblée et au Sénat les éléments de langage des alcooliers: «*tradition*», «*terroir*» et bien sûr «*culture*». Une certaine vision de la France, assez peu inclusive, pour ne pas dire réactionnaire. Face au succès grandissant du Dry January, le lobby de l'alcool tente d'allumer des contre-feux, à l'instar de la campagne «*Consommer modérément, profiter pleinement*», lancée par la bien nommée association Prévention et Modération, qui regroupe... les producteurs de bières et spiritueux. Dans la même veine, les alcooliers essaient de faire émerger un Damp (humide) January plutôt que le Dry (sec).

En attendant, contrairement au Mois sans tabac par exemple, il n'y a toujours pas de soutien des pouvoirs publics à cette campagne de santé qui invite celles et ceux qui consomment de l'alcool à faire le point sur leur consommation et leur rapport à l'alcool. Une campagne qui mérite d'être défendue, y compris dans les milieux militants.

Alex Bachman

À lire sur le site



Insee: La question qui fâche, par Denis



Politiques des drogues: où est passé le ministère de la Santé?, Alex Bachman

STRASBOURG Ritleng: nos vies valent-elles plus que leurs profits?

Le 23 décembre, à l'appel de l'union locale de la CGT de Saverne, les militantEs du NPA du Bas-Rhin étaient présentEs au rassemblement devant l'entreprise Ritleng à Rohr.

Cette entreprise d'une trentaine de salariéEs, située à 20 km au nord de Strasbourg, est spécialisée dans le retraitement des déchets du plâtre issus de la construction et des déchetteries. Les plaques de plâtre sont broyées et les gravats triés avant d'être recyclés pour être réemployés.

Un bras de fer autour de l'amiante

Face à la poussière et à la présence d'amiante attestée par plusieurs rapports d'expertises, 4 salariéEs avaient contacté la CGT pour se présenter à l'élection professionnelle du CSE (comité social et économique, ex-comité d'entreprise). C'était déjà trop pour le tout-puissant patron de cette entreprise familiale qui a décidé de licencier le délégué syndical, licenciement refusé par l'inspection du travail. Devant le risque sur leur santé, 3 salariéEs ont exercé leur droit de retrait (qui permet de quitter son poste de travail si le salarié juge qu'il y a un danger grave). Nouvelle colère du patron qui les convoque à un entretien préalable le 23 décembre. Pas



© DORIAN MAO / RUE89 STRASBOURG

de cadeau de Noël, mais des reproches bidon: untel n'aurait pas envoyé son arrêt maladie dans le délai de 48 heures (alors que le cachet de la Poste fait foi); l'autre aurait mal garé le chargeur (pourtant à l'emplacement habituel) et la troisième est convoquée pour savoir si elle comptait revenir travailler après son arrêt maladie!

Recul des droits syndicaux

Le rassemblement organisé le matin des convocations avait donc pour objet de défendre la liberté syndicale, celle des

lanceurs et lanceuses d'alerte et l'environnement. La France, le prétendu pays des droits humains, connaît une régression sans précédent des droits syndicaux. Détricotée d'abord par le Parti dit socialiste avec la loi Rebsamen, du nom de l'ancien ministre du Travail, puis par la droite macroniste, la protection du délégué syndical est aujourd'hui largement remise en cause. Tous les ans, ce sont plus de 250 délégués qui sont licenciés. La présence de Christian Porta, délégué syndical chez Neuhauser, au rassemblement

témoignait de cet état de fait. Au 21^e siècle, il ne fait toujours pas bon être éluE sur une liste syndicale.

Un problème pour l'environnement

Les salariéEs qui osent lever la tête et dénoncer la présence d'amiante sont immédiatement victimes de la répression patronale. Le maire de Rohr présent au rassemblement a décidé de porter le dossier devant les autorités administratives (DREAL, préfecture).

Au cœur de ce dossier, c'est bien la protection de la santé des salariéEs mais aussi des habitantEs du village et des environs qui motive la CGT et les organisations politiques présentes: le NPA évidemment, mais aussi le PCF et Révolution permanente. Ce n'est pas un hasard si la CGT du Bas-Rhin s'implique aussi fortement dans cette lutte qui est aussi écologique: c'est la seule union départementale à proposer une formation «*syndicalisme et défis environnementaux*» de deux jours à ses syndiquéEs. Réconcilier le monde du travail et l'écologie dans un cadre unitaire, le rouge et le vert, le syndicalisme et l'environnement, c'est un des défis à relever pour l'année 2025!

CorrespondantEs

RENNES MigrantEs à la rue, réquisition de deux gymnases

À Rennes, la mobilisation de l'Inter-organisation a permis de maintenir la pression et d'occuper deux gymnases pour accueillir cet hiver 200 personnes.

Le président du conseil régional avait promis qu'il ferait expulser le squat réquisitionné en janvier 2024, dans un ancien immeuble de bureau (celui des Voies navigables de Bretagne). Il l'a fait en juillet. De nombreuses forces de police sont venues sommer les gens de quitter les lieux, dans des conditions conformes à la politique raciste de chasse aux migrantEs du gouvernement. Les soutiens ont même reçu des amendes, qui pour stationnement gênant, qui pour non-port de la ceinture, alors qu'ils étaient là pour aider les gens à récupérer leurs affaires. Un recours concernant ces amendes a été déposé, une procédure est en cours. Les personnes qui avaient trouvé refuge dans ce bâtiment du Conseil régional, ont dû s'installer dans un parc. En septembre 2024, plus de 200 personnes survivaient dans plusieurs campements à Rennes.

Réquisition!

À l'automne, les pouvoirs publics ne bougeant pas, l'Inter-organisation de soutien aux personnes exilées a décidé d'agir. Un gymnase a été réquisitionné pour mettre 80 personnes à l'abri. La municipalité a laissé faire, mettant une société de surveillance à la porte, n'autorisant l'accès qu'aux personnes inscrites sur leur liste. En novembre, une vague de froid s'annonçant, il était hors de question de laisser des personnes à la rue. L'Interorga a donc réquisitionné un deuxième



DR

gymnase! Cette fois la municipalité ne donne aucune nouvelle. Il est clair que cela arrange bien les pouvoirs publics, à tel point que le 115 redirige des migrantEs vers ce deuxième gymnase. C'est une victoire, victoire minime mais victoire quand même.

Et maintenant?

Le résultat de ces actions, outre le fait que 200 personnes peuvent se poser, récupérer, un tant soit peu, une cellule de crise préfecture/mairie s'est réunie et l'Interorga a été reçue par des exécutantEs de la préfecture, après un an et demi de demandes de rendez-vous. Il a été expliqué que les budgets avaient été en hausse, qu'il n'y avait pas de fluidité dans l'hébergement d'urgence à cause (bien sûr!) des sans-papiers, et qu'il était difficile de reconduire à la frontière les exiléEs. Mais il semblerait qu'ils cherchent des solutions pour les personnes les plus vulnérables, pour l'hiver seulement. Il est clair que nous ne nous satisferons pas de solutions qui n'en sont pas

(beaucoup resteront sur le carreau) et qu'il faudra d'autres actions, d'autres mobilisations pour mettre la pression sur la préfecture et la mairie et, sans doute, trouver nous-mêmes d'autres solutions pour les personnes à la rue. Tant qu'il reste des gens à la rue, tant qu'il y a des bâtiments vides, la réquisition s'impose!

Manifestation!

Le 18 décembre, à Rennes, le cortège a donc été marqué par une forte présence de personnes migrantes, comme à chaque fois qu'elles occupent des lieux où s'organiser. Une manifestation dynamique, combative, mais qui ne suffira pas pour faire reculer ce gouvernement qui compte bien rendre la vie de plus en plus impossible aux sans-papiers et les utiliser davantage, à l'instar de l'extrême droite, comme boucs émissaires. Seule une mobilisation de masse et unitaire pourra faire plier ce pouvoir au service d'une bourgeoisie de plus en plus encline à choisir le fascisme.

CorrespondantE

LES NÔTRES

Jean Puyade

Jean Puyade est décédé le 12 décembre 2024. Il avait rejoint le NPA à sa création en 2009 apportant son expérience militante, notamment dans le cadre de la solidarité internationale. Longtemps, il a milité avec les militantEs de l'OCI (Organisation communiste internationaliste). Laissons la parole à Serge qui a rendu un hommage complet dans *l'Insurgé* à Jean Puyade : « Né en 1940, il est élève à l'École normale d'instituteurs de Versailles, et brièvement adhérent des Jeunesses communistes, puis il rejoint le groupe trotskiste La Vérité animé par des militantEs qui proclameront l'OCI en 1965. Il est alors étudiant en espagnol à la Sorbonne et milite au CLER (Comité de liaison des étudiantEs révolutionnaires) fondé en 1961. Le CLER regroupe alors à peine quatre douzaines de militantEs dont la moitié sont membres du groupe La Vérité. Ces militantEs interviennent au sein de l'UNEF, l'organisation syndicale étudiante. [...]



DR

Il devient professeur d'espagnol et rédige une thèse sur le surréalisme en Argentine. En 1968, comme d'autres organisations, l'OCI est dissoute par le gouvernement de De Gaulle. Cela ne met pas fin, bien évidemment, à l'activité des militantEs. Pour Jean Puyade, cette activité se traduit en particulier par sa participation à la construction d'une organisation dans une Espagne encore aux mains de la dictature franquiste, puis par des responsabilités croissantes sur le plan international. De facto, une activité de permanent.

C'est ainsi que, pour de longues années, son engagement professionnel et politique va le conduire en Amérique latine, au Brésil et en Argentine notamment. [...]

Quant à l'OCI, devenue PCI, cette organisation — dont la direction s'est assujettie au PS et à Force ouvrière, elle dégénère rapidement au cours des années 1980, procédant à des exclusions brutales de tous ceux qui résistent à cette évolution. Celui que certains appellent encore "Johnny" rompt alors avec le PCI et le courant lambertiste en 1987. Revenu en France, Jean prend un poste d'enseignant d'espagnol dans l'agglomération parisienne.»

Le monde entier l'intéressait. L'Amérique latine demeurait sa passion. Il a écrit de nombreux articles dans *Carré rouge*, dans *l'Anticapitaliste*, notamment sur la situation politique en Amérique latine.

Un hommage lui sera rendu le samedi 18 janvier de 18 h à 21 h au Maltais Rouge, 40, rue de Malte, 75011 Paris.

Ses camarades du NPA de Paris

1 — <https://linsurge-blog.blogspot.com/2024/12/jean-puyade-un-militant-revolutionnaire.html>

Voir aussi : <https://lanticapitaliste.org/actualite/vie-du-npa/hommage-du-cedinci-jean-puyade>

Vie du NPA l'Anticapitaliste

RNC La rencontre nationale des comités, une étape fructueuse

La RNC des 7 et 8 décembre 2024 a permis de rassembler une centaine de camarades, issuEs d'une cinquantaine de comités, pour se retrouver et échanger sur différentes thématiques émanant des comités.

Cela signifie qu'environ la moitié des comités étaient représentés, ce qui est davantage que lors de la RNC de 2023. Cette réunion était conçue comme un point d'étape avant notre congrès national. Si les RNC ne prennent pas de décisions formelles, elles permettent d'alimenter les discussions des instances, en particulier car les présentEs sont souvent des camarades non éluEs dans les instances de direction, ce qui renouvelle le contenu des discussions.

Se rattacher à la IV^e Internationale

Concernant les rapports avec la IV^e Internationale, l'objet du débat était de discuter de la manière d'opérer un rattachement collectif du NPA-l'Anticapitaliste à celle-ci, alors que depuis la création du NPA en 2009, les adhésions à la IV^e Internationale sont individuelles. Cette proposition semble avoir recueilli l'enthousiasme d'une majorité de camarades, qui souhaitent qu'en adhérant à la IV^e Internationale, on ait beaucoup plus de liens internationaux et que cela nous



PHOTO THÈQUE ROUGE/HANS LUCAS/MARTIN NODA

aide dans notre activité internationaliste. Des réticences se sont cependant exprimées, des camarades estimant que cela constituait une rupture avec ce qu'était le NPA à son origine, une organisation bien plus large que la seule Ligue communiste révolutionnaire. Les modalités concrètes de cette demande de rattachement devront être discutées entre le NPA-l'Anticapitaliste et l'Internationale, qui tiendra son congrès fin février.

Intervenir sur les lieux de travail

La deuxième discussion concernait l'activité sur les lieux de travail. Elle a permis d'envisager comment organiser notre intervention, tant syndicale que politique, notamment avec de nombreux camarades récemment arrivés dans l'organisation, dans des entreprises où le syndicalisme est en recul, ou dans de petites structures. Ces échanges abordent donc les difficultés pour acquérir une légitimité en tant

que militantE, comment entraîner ou encore comment lutter contre l'influence de l'extrême droite.

Fonctionnement interne

La troisième discussion concernait le fonctionnement des comités, leurs activités, l'articulation entre les différentes instances (comités, directions, commissions). Nous avons aussi fait un point d'étape sur notre travail concernant la médiation interne, la résolution de conflits, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, et en particulier comment nous essayons d'avoir des procédures plus précises et solides, et comment on articule réparation et sanction, discussions dans les comités et dans des commissions spécifiques, etc.

Enfin, la discussion sur le racisme nous a permis de nous interroger sur comment lutter contre à une échelle large, contre l'extrême droite, dans la construction d'une intervention vers l'extérieur, et sur comment lutter contre les préjugés, habitudes sociales et autres effets du racisme sur notre organisation. Cette réunion était donc une étape essentielle permettant de discuter et d'échanger entre comités sans enjeu immédiat, de points très importants pour notre organisation. Ces débats et propositions émanant de la RNC ont maintenant vocation à se poursuivre et se concrétiser, par des décisions dans les directions et surtout dans le cadre du congrès fin mars.

Commission RNC-Congrès

Culture

ESSAI Le communisme qui vient, de Bernard Friot et Bernard Vasseur

Éditions La Dispute, 2024, 184 pages, 15 euros.



Pourquoi, même face à la menace de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite, la gauche ne parvient-elle pas à incarner une alternative pour les classes populaires? La question hante aujourd'hui bien des militantEs. C'est le point de départ de la réflexion de Bernard Friot dans son nouveau livre, *Le communisme qui vient*, co-écrit avec le philosophe Bernard Vasseur. Pour les auteurs, cette situation est la conséquence d'une «longue faillite» qui pourrait signifier «que l'on s'y prend mal et qu'il faut voir les choses et les faire autrement». Friot et Vasseur critiquent la stratégie des forces dominantes de la gauche, orientée vers la seule conquête des institutions étatiques pour accéder au pouvoir. Selon eux, «ce qui réduit aujourd'hui l'action politique au bégaïement et à l'impuissance, c'est le verrou de la propriété lucrative que pose la bourgeoisie sur le travail pour en faire le lieu où s'alimente son pouvoir de nuisance». Prétendre gouverner, en laissant intacte cette domination de la classe dominante sur le travail ne peut mener qu'à l'échec.

L'alternative des « déjà là »

Pour eux, l'alternative permettant de reprendre l'initiative est pourtant là, sous nos yeux. Mais par «cécité» ou refus de la voir, la gauche s'en désintéresse. Obnubilée par sa stratégie purement électorale, elle relègue à un futur lointain la possibilité pour les producteurEs de se réapproprier leur travail. Le communisme devient un horizon peu attractif,

cours des dernières années. Ce sont des mouvements sociaux, des institutions, des initiatives concrètes qui se développent en particulier sur les questions de l'écologie, de l'agriculture et de l'alimentation, du féminisme, du racisme et des discriminations. Les auteurs y voient les prémices d'un «mouvement communiste» qu'il faudrait généraliser pour sortir du capitalisme.

« Assécher » ou briser le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie

Le livre est certes une critique souvent pertinente de la démocratie parlementaire. Il porte attention aux nouveaux mouvements sociaux, en appelle à l'initiative populaire «par en bas» pour combattre le capitalisme, multiplie les références au communisme et à Marx.

Il n'en escamote pas moins un élément central de la pensée et de l'action de Marx et de la tradition marxiste révolutionnaire: la nécessité de la conquête du pouvoir politique (à l'opposé de la gestion loyale de l'État bourgeois par un gouvernement de «gauche»), comme condition pour briser la domination économique et politique de la classe dominante. Pour les auteurs, l'extension des «conquis» de la fonction publique ou de la Sécurité sociale ou d'autres

« déjà là » rendrait possible «l'assèchement» graduel du capitalisme, son démantèlement, sous la pression des mouvements sociaux; le rôle (secondaire) d'un gouvernement de gauche se limitant, à postériori, à la validation législative de ces «conquis».

Que des conquêtes partielles, telles que la Sécurité sociale ou le statut des fonctionnaires, préfigurent la possibilité d'une autre organisation de la société et qu'il faille par les luttes les défendre et les étendre est une chose. Qu'il soit possible par ce moyen de déposséder la bourgeoisie en la privant de sa propriété sur les moyens de production, sans que celle-ci n'ait au préalable réagi, en est une autre. Elle est démentie par toute l'histoire, souvent tragique, du mouvement ouvrier.

On peut partager avec B. Friot et B. Vasseur l'idée que les «conquis» portent en germe la société que nous voulons construire, encore faut-il que, pour se développer et éclore, ces germes trouvent le terrain favorable. Ils ne le trouveront pas sans le moment révolutionnaire de la prise du pouvoir et du démantèlement de l'appareil d'État bourgeois¹, sans lesquels l'abolition de la propriété privée et la réappropriation de leur travail par les producteurEs restent des illusions.

J.C. Laumonier

1 — Prenant des formes diverses d'un pays à l'autre.

À lire sur le site



ESSAI **Le massacre de Thiaroye, d'Armelle Mabon** (éditions *Le passager clandestin*), par Claude Moro



ESSAI **Écoutez gronder leur colère, de Tiphaine Guéret** (éditions *Libertalia*), par Vincent Gibelin

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

★ la-breche.com

27, rue Taine, Paris 12^e, M° Daumesnil
01 49 28 52 44 — contact@la-breche.com

PEUPLE KURDE « L'Occident sacrifie des dizaines de peuples et de confessions »

Entretien. Le nouveau gouvernement en Syrie a reçu les ministres européens et semble avoir gagné la bienveillance des États occidentaux. La situation des Kurdes qui combattent pour leurs droits reste compliquée. **Berivan Firat** du CDKF (Conseil démocratique kurde en France) donne son point de vue.

Quelles conséquences la nouvelle situation en Syrie a-t-elle sur la résistance kurde ?

Il circule des informations contradictoires notamment autour du barrage de Tishrine, qui fait la séparation entre le nord et l'autre partie de la Syrie, le territoire kurde. Donc si la Turquie et l'ANS (Armée nationale syrienne) qui essaient d'accaparer ce barrage réussissent, ils auraient en même temps le contrôle de la route numéro 4 qui contrôle toute la région. Ce serait vraiment un désastre pour nous les Kurdes. Cela fait plus de 10 jours maintenant qu'il y a des attaques constantes de la Turquie appuyées par les drones turcs. Et malgré cela, la résistance continue. La Turquie s'est ramassée une énorme claqué. Il y a plus d'une centaine de corps de djihadistes morts dans les affrontements qui ont été laissés sur place. Les Kurdes, les FDS (forces démocratiques syriennes), il faut bien le souligner, ont réussi à résister. Contrairement à l'attente de tout le monde. Tout le monde pensait qu'en un ou deux jours la résistance kurde allait tomber. Les agressions ne se sont pas terminées, donc la résistance continue. Pour l'instant, les Kurdes ont l'avantage malgré la supériorité aérienne de la Turquie. Cela fait des années que la Turquie bombarde, moins Kobané que les autres endroits, mais bombarde les infrastructures, les civils et tout ça. Et cela, dans les silences complices de toutes et tous. Kobané a été plusieurs fois bombardé avec des drones, qui larguent directement des bombes, donc qui font des victimes. Il y a eu des attentats ciblés. Il y avait une duplicité politique. Quand la Turquie bombardait, quand la Turquie massacrait les Kurdes, à part dire nous sommes fort inquiets et extrêmement préoccupés, c'était tout ce qu'il y avait comme réaction. La Turquie continue à rester un allié important pour l'Occident, bien qu'elle soit le représentant des terroristes, du terrorisme international. On peut le dire comme ça, maintenant qu'on a réhabilité les terroristes, les coupeurs de têtes.

Tu veux parler des nouveaux dirigeants de la Syrie qui ont chassé Bachar Al-Assad...

On leur a mis un costume, on leur a taillé la barbe, et du jour au lendemain, ils sont devenus des ministres, des représentants de l'armée. Par exemple parmi eux, il y a celui qui a ouvertement tué, qui a mutilé, qui a violé Hevrin Khalaf, qui était la co-présidente



En Syrie, on a réhabilité les terroristes, les coupeurs de têtes

du Parti de l'Avenir de la Syrie, une toute jeune femme kurde, qui a été assassinée. Aujourd'hui, sans aucune gêne, il est l'un des représentants du nouveau gouvernement de transition de Syrie. Joulani, il a des dizaines de morts, des dizaines de décapitations derrière lui. Ça ne gêne personne en Occident.

Alors que l'Occident considère toujours le PKK comme terroriste...

Par contre, une organisation comme le PKK, qui n'a jamais directement visé les civils, qui combat avec une armée régulière et lutte pour ses droits, pour le droit du peuple kurde, est toujours considérée comme terroriste. Ce qui est le plus tragique, ou tragi-comique, c'est que ces individus qui ont été amenés à la tête du gouvernement de transition syrien, n'étaient pour la plupart pas des Syriens. En une nuit, ils ont été naturalisés pour pouvoir rester là. Il y a des Ouzbeks, il y a des Ouïghours, il y a des Français, des gens de toute origine qui ont massacré des gens pendant des décennies, qui ont enlevé les femmes Yézidis. Lors de la visite du ministre français, Joulani l'a salué à bout de doigts. La ministre allemande n'a pas été saluée. Donc il y a ce dégoût, ce rabaissement de l'Occident qui est flagrant, mais pour soi-disant éviter un flux de réfugiés, pour soi-disant la stabilité de la Syrie, surtout pour contrecarrer l'Iran, l'Occident sacrifie des dizaines de peuples et de confessions, les condamne à vivre dans le traumatisme, dans la peur d'être d'une seconde à l'autre décapités, violés, enlevés. C'est l'Occident qui donne des leçons de morale au monde entier qui a validé ces gens-là, qui les a réhabilités. Alors que les Kurdes,

qu'on a longtemps considérés comme les combattantEs pour l'avenir de l'humanité (mais c'était surtout parce qu'on mourait bien pour les intérêts de l'Occident), sont toujours niés. La Cour de cassation belge, si je ne me trompe pas, avait décidé que le PKK n'était pas une organisation terroriste, mais un mouvement armé né d'un conflit interne, notamment avec la Turquie. Pourtant, on somme les militantEs du PKK qui sont allés combattre contre les djihadistes, qui sont allés mourir là-bas (dont mon fils) de quitter la Syrie parce qu'ils n'ont pas la nationalité syrienne, ne sont pas des citoyenNEs syriens. Mais les djihadistes, on les a naturalisés en une nuit. On nous interdit de rester sur nos terres, puisque pour nous, Kurdes, les frontières sur le territoire kurde, on ne les a jamais acceptées. Que ce soit au Rojava côté syrien, au Rhojlat côté iranien, au Bachour côté irakien ou au Bakour côté turc, c'est le territoire kurde, sur lequel les frontières sont venues s'installer.

Ce nouveau gouvernement syrien, ce n'est pas une bonne nouvelle...

On voit à quel point la realpolitik devient ridicule quand il s'agit des intérêts politiques et économiques, comme la nouvelle route de la soie qu'on veut construire en Syrie. Ce n'est pas pour protéger les peuples, ce n'est pas pour la stabilité de la Syrie, ce n'est pas pour l'avenir des Kurdes. Chacun est là pour protéger ses intérêts. La politique de duplicité de l'Occident envers les Kurdes continue. Les Kurdes, à qui on a voulu imposer une reddition, c'est-à-dire rendre les armes d'une façon ou d'une autre, continuent à garder les armes. Les forces démocratiques syriennes continuent à résister, à mener des débats avec ces individus qui sont les représentants de la Syrie. Pour nous, la résistance continue et va continuer. De toute manière, il n'y a pas d'alternative. C'est mourir à genoux ou mourir debout... pour avoir la victoire.

En France, cela veut dire qu'il y a besoin d'encore plus de solidarité pour commémorer la mémoire des militantes et militantes assassinées et réclamer justice et vérité...

Tout à fait. Ces deux attentats politiques de 2013 et 2022 ne sont pas dénués de relations avec la situation internationale ou la situation des Kurdes. Ce n'est pas anodin de tuer des femmes d'une communauté qui, malgré un projet progressiste, est assez patriarcale et féodale. L'honneur de la femme est extrêmement important. Donc on a voulu mettre les Kurdes à genoux. En 2013, le parquet antiterroriste a été saisi tout de suite de l'affaire. Dès les premiers instants

du triple assassinat de Sakine Cansiz, Fidan Dogan, Leyla Saylemez, le 9 janvier, on nous a parlé d'un règlement de compte interne, c'est-à-dire le PKK ou un groupuscule au sein du PKK qui aurait tué. Les choses se sont avérées différentes avec l'effort des journalistes et des personnes kurdes, qui sont allés creuser sur le terrain, pour trouver les vidéos quand l'individu rentre et sort de l'immeuble. Après, il y a eu un message d'ordre d'assassinats qui avaient été commis par trois individus des services secrets turcs. Après, il y a une cassette audio qui prépare les assassinats qui a été éditée. On a montré qu'il y avait les services secrets turcs derrière.

Pour les assassinats du 23 décembre 2022 d'Evin Goyî (Emine Kara), Mîr Perwer, Abdurrahman Kizil, nous savons que l'homme qui a tué n'est pas un type lambda — il a toutes les caractéristiques d'un agent missionné. Par qui ? la Russie ? La Turquie ? Les djihadistes ? Les pistes sont nombreuses. C'est un homme derrière lequel il y a des forces qui ont prémédité, qui ont préparé, qui ont fomenté ce triple assassinat, surtout qui ont visé la tête du mouvement des femmes kurdes, Emine Kara. Ce n'est pas rien. La première fois, on vise une des cofondatrices du pays. La deuxième fois, on vise la militante du mouvement des femmes kurdes, la responsable. On ne vient pas tuer Emine Kara par hasard. En 2022, le parquet antiterroriste n'a pas été saisi. Jeudi 9 janvier, il y aura une marche blanche en souvenir des militantEs assassinés. Le soir à 18 h 30 à la mairie du 10^e arrondissement, il y aura un débat avec des avocats et des militantes du mouvement des femmes kurdes.

Samedi 11 janvier, à Gare du Nord à partir de 10 heures, nous donnons rendez-vous à tous celles et ceux qui le veulent pour une grande marche « Vérité et Justice » qui est semi-européenne. Nous avons plus que jamais besoin de la solidarité de nos amiEs pour parler de ce que vivent les Kurdes, les Halévis, les Druzes, et toutes les minorités martyrisées en Syrie. **Propos recueillis par Fabienne Dolet, le 4 janvier 2025**

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

[lanticapitaliste.org](https://www.lanticapitaliste.org)
[NPA Lanticapitaliste](https://www.npa2009.org)
[Lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)
[Lanticapitaliste1](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste1)
[lanticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/lanticapitaliste.presse)
[lanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

l'Anticapitaliste la revue

Le n°162 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-
Lenoir,
93108 Montreuil
cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org